

22 décembre 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclarations à la presse de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Luiz Inacio Lula Da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, et José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, sur les actions communes euro-brésiliennes en matière de marchés financiers, d'OMC et de développement durable, à Rio de Janeiro le 22 décembre 2008.

Monsieur le Président de la République française, Nicolas Sarkozy,
Mon cher ami, José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, notre cher gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, Sergio Cabral,
Mesdames et Messieurs les ministres, ministres brésiliens qui accompagnent ma suite, ministres français qui accompagnent la suite du Président Sarkozy,
Mesdames et Messieurs les membres des délégations de la France et de l'Union européenne et du Brésil,
Mesdames et Messieurs les entrepreneurs,
Amis de la presse,

Je souhaite saluer cette réunion d'hommes d'affaires brésiliens et européens qui croient aux opportunités commerciales d'investissement renforcées par le partenariat stratégique Brésil/Union européenne.

Cette initiative est particulièrement importante en tenant compte de la très sérieuse crise de l'économie mondiale. Nous n'avons pas sombré dans le pessimisme comme le souhaitait quelques-uns. Notre réponse à la crise a été de miser dans les investissements, dans l'expansion de la consommation, dans la défense des emplois et dans l'appui à l'industrie et à l'agriculture brésilienne.

En tenant compte des différences entre nos pays, ceci a été aussi la position que le Président Sarkozy et le Président Barroso ont défendue pour les pays européens. Si nous continuons dans cette direction, nous allons sortir plus forts de cette crise.

A l'assemblée générale de l'ONU et au Sommet du G20 à Washington, j'ai affirmé que le moment était venu de la politique. Nous avons besoin d'une ample réforme du système financier international et de renforcer les mécanismes de contrôle. La France s'est exprimée sur la représentativité des décisions qui ont des effets dans toute l'humanité. Beaucoup ne peuvent plus continuer à payer par l'irresponsabilité de peu.

L'Union européenne et le Brésil ont l'occasion de prouver le sens vraiment stratégique de leur alliance. J'ai la certitude que nous allons faire notre part, mesdames et messieurs. L'économie brésilienne est aujourd'hui plus préparée que jamais pour préparer les turbulences du moment. Nous avons un équilibre fiscal, des réserves significatives, une inflation sous contrôle et des perspectives de croissance économique. Le Brésil a fini avec sa dette extérieure. Aujourd'hui, ce

perspectives de croissance économique du Brésil à l'avenir et de cette croissance majeure, le créancier international net un fait tout à fait inimaginable il y a quelques années à peine. Cinq agences de classification, les investissements, reconnaissent la solide situation de l'économie et son attractivité pour les investissements externes. Nous avons réduit d'une façon drastique notre dette extérieure par rapport à notre PIB. Entre 2003 et 2008, nous avons créé 11 millions d'emplois réguliers.

Il y a une significative réduction de la pauvreté, de l'extrême pauvreté. Tout cela a permis de réduire les inégalités, de créer un standard de consommation plus ample et plus diversifié. Cette expansion du marché interne confère au Brésil une marge de manoeuvre plus large dans ces temps difficiles. Mais nous ne restons pas les bras croisés. Nous avons augmenté la disponibilité du crédit, nous avons créé de nouvelles lignes de crédit. Nous avons ajourné le paiement d'impôts. Nous avons facilité le financement des exportations. Nous avons préservé le programme de financement du gouvernement qui va faire que le pays sorte encore plus raffermi de cette crise.

Les hommes d'affaires européens connaissent déjà le plan d'accélération de la croissance. Je veux souligner l'importance de cette initiative pour dépasser les problèmes logistiques pendant des années ont entravé la croissance durable de long terme. Avec 513 milliards de réais - son investissement en infrastructures prévu jusqu'en 2010 -, le Brésil va gagner en compétitivité, en efficacité dans l'économie globale. Je suis certain que les entreprises européennes y participeront pour préserver leur leadership comme investisseurs de pointe dans l'économie brésilienne.

Chers amis, depuis 2003, notre commerce a plus que doublé. En 2007, nos échanges ont augmenté de 31% jusqu'à atteindre 67 milliards de dollars. Nos projections pour 2008 sont encore meilleures. On ne peut pas ajourner de nouveaux accords de libéralisation commerciale. Le Brésil et l'Union européenne doivent travailler ensemble pour atteindre le succès le plus rapidement possible. Ce serait un excellent signe pour l'économie mondiale et vraiment aussi, des gains importants pour les hommes d'affaires et les travailleurs.

Les négociations commerciales de l'accord d'association Mercosur-Union européenne sont un autre défi pour notre créativité et notre flexibilité si nous souhaitons arriver à une entente qui puisse stimuler le commerce et les investissements. Les progrès dans la coopération et la surveillance sanitaire et les ententes du secteur textile sont la preuve de ce que nous pouvons atteindre ensemble.

La direction des énergies renouvelables que l'Union européenne vient d'adopter a compté aussi des opinions des producteurs tel que le Brésil, preuve que nous pouvons construire, établir des consensus même dans des thèmes qui portent à controverse. Nous espérons maintenant que leur mise en oeuvre consolidera l'Europe comme un des grands marchés pour l'éthanol, pour le biodiesel. Il va aider à réaliser l'objectif crucial pour le Brésil de la création d'un marché international de biocarburant propre et durable. Nous sommes en train de donner des pas fondamentaux pour répondre aux défis liés des crises économique et financière, du changement climatique, de la sécurité alimentaire et énergétique. Aussi, nous allons créer de nouvelles opportunités d'affaires de coopération pour des hommes d'affaires brésiliens et communautaires au Brésil, dans l'Union européenne et dans des pays d'Amérique latine, des Caraïbes, Afrique et Asie.

La semaine dernière, j'ai présidé le Sommet d'hiver des pays d'Amérique latine et des Caraïbes lors d'une réunion historique. Aujourd'hui, je me réunis avec le Président du Conseil de l'Union européenne, avec le Président de la Commission européenne. Nous avons lancé un plan d'action qui va guider notre partenariat stratégique malgré les différences de format et d'abord. Ces deux rencontres ont pour objectif principal, la volonté de semer des efforts et construire des identités qui ouvrent de nouvelles avenues de commerce et d'investissement pour nos régions.

Voilà le défi qui est lancé aux hommes d'affaires. Il leur revient de contribuer avec une partie importante du travail que nous avons devant nous. Pour cela, je compte avec leur détermination et avec votre optimisme pour mettre à profit au maximum ce séminaire et les vraies opportunités qui s'ouvrent dans les rapports entre le Brésil et l'Union européenne.

Mon cher José Manuel Barroso, mon cher Président Sarkozy, mes amis,

Ce n'est pas tous les jours que nous recevons le Président de la France. Ce n'est pas tous les jours que l'on reçoit José Manuel Barroso au nom de la Commission européenne. Ce n'est pas tous les jours que nous recevons une quantité d'hommes d'affaires européens et brésiliens au Copacabana Palace.

Puisque vous avez eu quelques heures pour sentir la beauté de Rio de Janeiro, permettez-moi au moins trois minutes pour vous parler de cette crise économique qui a tellement effrayé et effraye les gens partout dans le monde. Je ne veux pas établir des diagnostics de la crise parce que le Président Sarkozy et moi, nous étions tout à fait d'accord lorsque nous avons participé lors du Sommet du G20 à Washington. Je ne veux pas non plus vous dire ce que les gens doivent faire, parce que chacun doit décider en fonction de la réalité politique de son pays, de la réalité culturelle et de la réalité économique. L'unique chose dont je suis convaincu, et j'ai eu la certitude aussi, et c'est cela que je veux vous transmettre, c'est que, finalement, l'heure est venue de la politique.

Bien entendu, je ne suis pas pour la crise, mais je pense que cette crise attire l'attention du monde, des experts, pour rediscuter le rôle que l'Etat national doit exercer dans l'économie. Je ne défends pas l'idée de l'Etat gestionnaire. Je ne défends pas l'idée de l'Etat qui se mêle, de tous les aspects de l'économie. Essayons de faire ce qui revient à ceux qui comprennent, ceux qui sont pour l'administration d'entreprise. Mais il est prouvé que l'Etat tout seul ne résout pas le problème d'aucune nation. Il est prouvé que si l'Etat n'est pas l'inducteur du développement, si l'Etat n'a pas de force et des mécanismes pour contrôler l'activité économique de ce pays, lorsqu'une crise survient telle que celle-là, il n'y a pas de bon de commande, il n'y a pas de grands entrepreneurs dans le monde qui ne se tournent pas vers la figure de l'Etat et lui demande ce que nous allons faire maintenant.

Nous tous, nous savons que cette crise est le résultat d'une spéculation financière honteuse.

Nous tous, nous savons que le pétrole n'aurait jamais dû coûter 150 dollars le baril. Nous savons tous que les produits alimentaires ne pouvaient pas avoir augmenté de la façon qu'ils ont augmentés en mai/juin de cette année. En analysant jusqu'au stock mondial avec la quantité de consommation, il n'y a aucun paramètre qui puisse justifier les augmentations de prix du pétrole et des aliments.

Quelle a été la cause ? La cause, c'est la spéculation de ces produits sur le marché futur. Alors comment quelqu'un peut faire des investissements sur le marché futur sans avoir la responsabilité de payer au comptant une partie de ce qu'il promet ? Comment est-ce possible ? Parce que je connais beaucoup de gens qui travaillent dans le domaine du pétrole dans notre société brésilienne, la Petrobras. Des amis des Présidents d'autres pays qui ont beaucoup de pétrole, chaque fois que nous demandions : expliquez-nous, pour l'amour de Dieu, pourquoi le pétrole est en train de coûter 150 dollars le baril ? Il y a peu de temps, il coûtait 28 dollars. Pourquoi a-t-il augmenté ? Il n'y avait qu'une réponse : les Chinois sont en train de trop consommer. Le pauvre chinois payait justement l'addition par une spéculation qui était en train d'avoir lieu avec le pétrole sur un marché futur. Maintenant le pétrole coûte 40 dollars et les Chinois continuent à consommer pratiquement la même chose qu'ils consommaient il y a quatre mois en arrière.

La même chose avec les aliments. Où est le rôle du Président Sarkozy qui est allé dans la rue pour demander des votes, qui a convaincu des gens à voter pour lui ? Où est le rôle d'un Président du Brésil qui s'est lancé dans la rue pour demander des votes ? Pourquoi maintenant l'heure de la politique est arrivée. Cela ne fait pas partie de ma formation. Je ne souhaite pas limiter la liberté de qui que ce soit. L'unique chose que je ne peux pas, c'est socialiser justement, comme je n'ai pas socialisé les bénéfices, je ne peux pas socialiser les pertes. Il faut assumer la responsabilité. Et je suis certain, mon cher José Manuel Barroso, qu'après cette réunion que nous avons tenue à Washington... Je pense que tous les Présidents sont déjà préparés et conscients que le monde ne peut plus continuer de cette façon.

Ici, au Brésil, seulement Dieu sait le sacrifice que nous avons fait dans ce pays. Et les hommes d'affaires brésiliens le savent, le sacrifice que nous avons fait, surtout en 2003 pour placer le

Brésil dans un rapport, dans un palier privilégié de l'économie mondiale. Lorsque nous avons gagné les élections, la dette publique était l'équivalent de 52% du PIB, aujourd'hui, la dette publique est d'à peine 36% du produit intérieur brut, inférieur à beaucoup de pays du monde. Et nous avons fait cela parce que nous savons qu'un pays ne peut pas dépenser plus que sa capacité de lever des impôts. De la même façon qu'il n'est pas possible qu'une banque puisse multiplier tellement de fois ses avoirs nets comme les banques l'on fait dans le cas des surprimes.

Moi, peut-être que s'il y avait un concours pour élire l'homme le plus optimiste du monde, Président Sarkozy, moi, je serai parmi les plus optimistes.

Ici, au Brésil de temps en temps, on me critique. Parce que les gens pensent que je devrais aller à la télévision pour pleurer, pour me plaindre, pour dire que la crise en a fini avec le Brésil, que le pays est fini. Je suis le plus grand stimulateur de la reprise de la croissance. Je fais plus de publicité des produits brésiliens que beaucoup d'hommes d'affaires qui devraient défendre leurs produits. Je vais à la télévision tous les jours demander qu'ils achètent pour exporter, demander qu'ils importent parce que c'est cela qui fait tourner les engrenages de l'économie. C'est le flux de production et de commercialisation. C'est le flux de consommation de la société qui peut vraiment faire tourner l'économie. Et je fais cela parce que je crois que cette crise va faire que le Brésil sortira beaucoup plus fort qu'il n'est entré.

Pour cela, nous avons adopté tellement de mesures. Nous en avons adopté d'autres. Et je suis convaincu, Président Sarkozy, que de tout ce que j'ai lu dans vos discours et en France, pour tout ce que j'ai lu des articles dans la presse, beaucoup de pays européens pensent de la sorte. L'Etat doit investir maintenant ce qu'il n'a pas investi il y a dix ans. L'Etat doit construire maintenant ce qu'il n'a pas construit il y a quelques années. Les hommes d'affaires doivent continuer à faire leurs investissements. Mais parce que les investissements - une usine qui commence à être construite aujourd'hui ne va pas commencer à produire demain, elle va mettre deux, trois ans avant de rentrer en production - il faut travailler avec la sortie de la crise, non pas avec la crise en soi. Il faut penser à projeter nos investissements lorsque la crise va finir.

Le Président du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le Président Obama, va assumer la Présidence avec une responsabilité sur ses épaules que peu de Présidents au monde ont assumé. Il va assumer la présidence avec une crise où les États-Unis ont plus de 60% de la responsabilité. Les bourses, les actions ont perdu 31 milliers de milliards de dollars. 600 milliards de dollars doivent être investis dans l'économie.

Je disais l'autre jour : le Président Obama a dit qu'il allait créer deux millions et demi d'emplois jusqu'en 2011. Cette année, ici, au Brésil, du 1er janvier jusqu'au 30 octobre nous avons créé deux millions deux cent mille postes de travail. Deux millions deux cent mille en moins d'un an. Je pense que voilà la pensée aussi du Président Sarkozy, sûrement d'Angela Merkel, du Premier ministre Gordon Brown. Cette crise peut se répandre et apporter de très sérieux problèmes sociaux, des convulsions sociales dans plusieurs pays du monde. Donc, il n'y a pas d'autre issue. J'ai la certitude qu'ici, au Brésil, nous allons faire le possible, l'impossible pour que lorsque cette crise va finir - parce que nous n'allons pas rentrer en récession - le pays va continuer à croître. On ne va pas croître de 6, 7% que j'aimerais, mais il pourra croître de 4%. Nous allons travailler avec ce chiffre bien qu'il y ait des gens qui disent que le Brésil ne va croître que de 2,8, 3%. Je veux que les entrepreneurs sachent qu'au gouvernement, dans l'équipe économique, nous allons travailler avec une perspective de 4% de croissance. Il n'y aura aucun projet du gouvernement qui va être paralysé en fonction de cette crise.

Nous allons faire face à cette crise en luttant. Nous devons faire face aux crises en essayant de trouver des alternatives.

Dans mon discours, j'ai cité que cinq agences ont placé le Brésil en investment grade. C'est dommage qu'une partie de ces agences ait fait faillite avec la crise, mais la bonté qu'ils ont eue envers le Brésil, je l'accepte et je remercie.

Bonne chance à tous.

M. JOSE MANUEL BARROSO

Monsieur le Président, le Président du Brésil, Monsieur Lula,

Monsieur le Président de la France et Monsieur le Président en exercice du Conseil européen.

Monsieur le Président de la France et Monsieur le Président en exercice du Conseil européen,

Monsieur Nicolas Sarkozy,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Monsieur le gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, Monsieur Sergio Cabral,

Mesdames et Messieurs les invités,

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je voudrais tout d'abord remercier les chefs d'entreprise pour la déclaration conjointe qu'ils nous ont remise tout à l'heure. Cette déclaration sera sans aucun doute un élément fondamental nous aidant à la définition de notre politique économique entre le Brésil et l'Union européenne.

La crise économique et financière actuelle a apporté la preuve de l'importance de la coordination économique globale. Tel a été l'une des conclusions du Sommet du G20 à Washington. Et comme vous le savez, le Brésil et l'Union européenne, à Washington, ont travaillé la main dans la main afin de parvenir à une réponse globale à cette situation financière économique globale.

Voilà donc la preuve qui a une valeur ajoutée dans le rapport entre l'Union européenne et le Brésil. Il est important, pas simplement pour le Brésil et pour l'Europe et également c'est important pour que tout ce que l'on peut faire ensemble dans le monde, en ce qui concerne la gouvernance globale et c'est d'ailleurs le sens du partenariat stratégique qui s'est établi entre nous l'an dernier à Lisbonne et aujourd'hui fera encore un pas en avant lors de la progression d'un plan d'action conjoint pour les trois prochaines années. Les rapports sont très forts. Et il est vrai que l'Union européenne est le partenaire principal du Brésil. L'Union européenne est le plus grand investisseur étranger au Brésil. Les investissements de l'Union européenne au Brésil sont les plus gros, 27 % des exportations brésiliennes s'adressent à l'Union européenne, à l'Europe. Il y a ici une base extrêmement importante pour les rapports économiques, pas simplement du point de vue commercial, mais également du point de vue de l'investissement, et d'autres comme dans le domaine scientifique, technologique, quelques-uns des thèmes qui occuperont notre après-midi. Nous comptons sur les entreprises, sur les entreprises européennes et les entreprises brésiliennes. Et je vois ici, au milieu de ce public si important, je vois de grands responsables de l'économie brésilienne et de grands responsables de l'économie européenne. Et nous comptons sur votre travail à tous. Nous comptons sur le partenariat que vous allez établir. Vous pouvez compter sur l'appui de la Commission européenne, de l'Union européenne, d'une façon générale pour mener à bon port ce partenariat.

Je voudrais très rapidement mentionner deux ou trois points.

Premièrement, les biocarburants. Je sais que c'est une passion du Président Lula et c'est vrai que nous nous félicitons avec le rôle de leadership que le Brésil exerce en ce qui concerne les biocarburants. Dans l'Union européenne nous avons maintenant décidé que les biocarburants sont un élément important du paquet énergétique, climatique que nous voulons. Nous venons d'adopter la semaine dernière un paquet qui avait été présenté par l'Union européenne sous le leadership exceptionnel du Président Sarkozy. Les 27 Présidents de l'Union européenne ont approuvé à l'unanimité. Il est important de travailler ensemble, Brésil et Union européenne sur les biocarburants et, si possible, en établissant des critères de durabilité communs ou le commerce global. Nous trouvons très intéressant le travail fait par le Brésil et nous aimerions beaucoup travailler avec vous dans ce domaine. Ce serait très intéressant s'il y avait la possibilité d'une reconnaissance mutuelle des régimes de bios carburants. Notre direction, la direction, que nous voulons adopter permet de conclure ou de célébrer un accord bilatéral qui peut constituer la preuve de la production durable de biocarburant. Et c'est vrai que nous travaillons avec le Brésil, là-dessus, depuis très longtemps.

Un autre point à avoir avec les changements climatiques. Comme vous le savez, l'Union européenne cherche à garder le leadership là-dessus. Et il est vrai que nous venons d'approuver le paquet qui est le paquet le plus ambitieux adopté jusqu'à présent par un quelconque pays dans l'ensemble des pays. Mais il nous faut également avoir l'aide des économies émergentes et surtout brésiliennes. Donc, pour cette raison, nous avons une grande admiration pour les efforts développés par le Brésil dans la lutte contre le déboisement et en termes de coopération

technologique en ce qui concerne les biocarburants notre banque d'investissement est en train de travailler pour un prêt de 400 millions d'euros qui sans doute sera un point important pour nous aider à avancer dans notre coopération technique. Et surtout pour préparer les positions dans la mesure du possible convergentes parce qu'il y a des situations différentes vu la conférence de 2009 qui va essayer de définir un régime post 2012.

En ce qui concerne la crise financière internationale, l'économie brésilienne a fait preuve d'un grand dynamisme et d'une grande capacité de résistance. La croissance des dernières années est la conséquence de réformes solides et efficaces qui ont fait du Brésil un pays plus apte à résister aux défis actuels résultant de la crise économique et financière. Nous croyons qu'au Brésil, il y a la conviction que la crise économique actuelle mène à une approche stratégique mondiale de la réglementation économique. Et c'est dans ce sens que nous avons collaboré pour préparer le Sommet du G20 à Washington et sûrement nous allons collaborer au succès du Sommet de Londres, le 2 avril prochain.

Et le message que nous apportons de l'Union européenne est que nous voulons être avec le Brésil ensemble dans cet effort, en travaillant ensemble pour renforcer le système financier global. Et comme le Président Lula, nous croyons que la situation demande un effort sur l'économie réelle. Il ne suffit pas de regarder le problème du système financier. Pour ce faire, il faut prendre quelques mesures et elles sont en cours.

Mais la conclusion à laquelle nous arrivons maintenant, c'est qu'il était nécessaire d'avoir un paquet qui puisse stimuler du côté budgétaire, stimuler l'économie réelle et qui a été approuvé par les Etats membres sous le leadership de Nicolas Sarkozy. Et, pour 2009, il y aura donc un effort de l'ordre de 1,5% du PIB européen. Ce qui veut dire 200 milliards d'euros. Ce chiffre, on peut le revoir pendant l'année.

Nous croyons que c'est plein de confiance que l'on peut entrer dans cette lutte contre la crise. Il y a des difficultés, de grandes difficultés, mais nous sommes également là pour dire aux gens : faites confiance aux chefs d'entreprises. Et c'est le message du côté européen également. Une manière de rétablir cette confiance serait de conclure la négociation de Doha. Malheureusement et au contraire de ce qu'on a décidé lors du G20 à Washington, il n'a pas été possible de conclure ce mois de décembre l'accord qu'on allait célébrer sur les modalités de Doha. La première promesse n'a donc pas été accomplie et c'est grave. C'est grave parce qu'il est essentiel que nous résistions au protectionnisme. L'expérience d'autres crises nous montre que ce serait une faute dramatique que chaque pays ou chaque région du monde se renferment sur eux-mêmes et c'est pour cette raison que nous avons un grand espoir en la nouvelle administration nord-américaine. Espérons que le Président Obama pourra mettre énergie et détermination sur ce point pour que l'on puisse arriver à une solution pour le round du commerce de Doha. Brésil et Union européenne ont été également unis dans ce sens, lors du dernier sommet et j'espère que nous pourrions travailler ensemble.

Mais il y a un défi spécifique avec le Mercosur et nous sommes ouverts à un accord d'association avec le Mercosur si c'est la volonté et la mission des différents pays qui composent le Mercosur. Mais la leçon qu'on en tire, est une leçon de détermination et là je ne puis qu'approuver, que souscrire à ce qu'a dit d'une façon tellement convaincante le Président Lula. Nous sommes dans une nouvelle situation. Il nous faut résister et il ne faut pas revenir aux solutions du passé. Il nous faut oublier les solutions du passé et il nous faut nous tourner vers l'avenir. Si nous voulons des économies ouvertes et libres, il nous faut trouver un niveau de réglementation adéquat. Quelques-uns croyaient que le marché tout seul allait tout résoudre. Ils se trompaient.

Quelques-uns suggèrent que l'Etat et rien que l'Etat pourra tout résoudre, ils se trompent également. Si nous voulons des économies ouvertes, elles ont besoin d'un état de droit, des règles d'un état de droit. Les économies ouvertes et propres ont besoin des règles de transparence, de responsabilité et d'activité.

Et voilà pourquoi, ensemble, je crois que l'Union européenne et le Brésil peuvent apporter une grande contribution pour que nous puissions trouver les solutions d'avenir pour le problème actuel et de demain. Et c'est dans cet esprit que la Commission européenne encore une fois participe à

ce Sommet, à ce Sommet Brésil-Union européenne et leur souhaite tout le succès. Je suis sûr que vous allez y arriver. Nous voulons y croire. Le succès de nos citoyens, de nos travailleurs, de nos économies et de nos peuples.

Merci.

LE PRESIDENT

Je voudrais dire que nous allons travailler d'arrache-pied maintenant sur la priorité commune Brésil-Union européenne qui est la préparation du Sommet de Londres du 2 avril. L'Europe et le Brésil doivent parler d'une même voix pour obtenir les changements fondamentaux dans le fonctionnement du système financier mondial et dans la gouvernance mondiale.

Nous sommes décidés, avec le Président Lula, de peser pour que les choses changent, qu'elles changent en profondeur. Nous avons donc décidé de rapprocher nos positions et d'essayer d'arriver à Londres avec une vision commune du rôle du FMI futur, une vision commune du système de surveillance des institutions financières. Nous ne pouvons pas accepter qu'une seule institution financière ne soit pas surveillée, ne soit pas supervisée.

Nous avons décidé d'additionner nos efforts pour poser les bases d'un système monétaire plus équilibré autour des grandes monnaies du monde. Je dis "grandes monnaies du monde" au pluriel et non pas au singulier. Et nous souhaitons également discuter et poser les bases d'une coordination économique pour mettre en place un système de relance mondiale à l'image de ce qu'a fait l'Europe.

Nous allons travailler également avec le Président Lula sur des initiatives futures en matière d'OMC, car nous croyons à la liberté du commerce et nous ne voulons pas du protectionnisme. Donc, nous allons travailler sur une initiative pour relancer les choses, convaincus que nous sommes que c'est maintenant aux Chefs d'Etat et de gouvernement de prendre leurs responsabilités.

Et puis, je voudrais dire également, combien il est important pour le monde et pour tous ceux que l'avenir de la planète préoccupe, de voir le Brésil s'engager sur des objectifs chiffrés en matière de réduction de la déforestation, d'aménagement durable de l'Amazonie. C'est une très grande nouvelle. Cela prouve que, là aussi, avant les grands rendez-vous internationaux, les acteurs les plus influents du monde, au premier rang desquels se trouvent le Brésil et l'Europe, nous avons décidé de coordonner nos efforts. Je dois dire, cher Président Lula, que sur l'ensemble des questions internationales, il y a quand même une très grande convergence de vues entre l'Europe et le Brésil.